

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

20 AVRIL 1999

**Projet de loi portant des dispositions
budgétaires et diverses
(Articles 9 à 11, 22 à 34 et 38 à 40)**

Procédure d'évocation

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
M. DELCROIX

Le projet de loi qui vous est soumis a été évoqué par le Sénat le 17 mars 1999. Le délai d'examen, qui expirait le 16 avril 1999, a été prolongé jusqu'au 3 mai 1999 par la commission parlementaire de concertation.

La commission a examiné les articles qui lui avaient été transmis au cours de ses réunions des 24, 25 et 31 mars et 20 avril 1999.

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Hatry, président; Bock, Ph. Charlier, Coene, D'Hooghe, Hotyat, Moens, Van Wallendael, Weyts, Mme Willame-Boonen et M. Delcroix, rapporteur.

2. Membres suppléants : Mme Delcourt-Pêtre, MM. Happart, Hazette, Hostekint, Istasse, Mmes Lizin, Merchiers, Nelis-Van Liedekerke, MM. Nothomb, Olivier, Mme Sémer, MM. Vandenberghe et Vergote.

Voir:

Documents du Sénat:

1-1315 - 1998/1999:

N° 1: Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2: Amendements.

N°s 3 et 4: Rapports.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

20 APRIL 1999

**Wetsontwerp houdende budgettaire
en diverse bepalingen
(Artikelen 9 t/m 11, 22 t/m 34 en 38 t/m 40)**

Evocatieprocedure

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN DE ECONOMISCHE
AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DELCROIX

Dit wetsontwerp werd op 17 maart 1999 door de Senaat geëvoceerd. De onderzoekstermijn, die op 16 april 1999 verstreek, werd door de parlementaire overlegcommissie tot 3 mei 1999 verlengd.

De commissie besteedde verschillende vergaderingen aan het onderzoek van de artikelen die haar werden overgezonden, te weten op 24, 25 en 31 maart en 20 april 1999.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Hatry, voorzitter; Bock, Ph. Charlier, Coene, D'Hooghe, Hotyat, Moens, Van Wallendael, Weyts, mevrouw Willame-Boonen en de heer Delcroix, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : mevrouw Delcourt-Pêtre, de heren Happart, Hazette, Hostekint, Istasse, de dames Lizin, Merchiers, Nelis-Van Liedekerke, de heren Nothomb, Olivier, mevrouw Sémer, de heren Vandenberghe en Vergote.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-1315 - 1998/1999:

Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2: Amendementen.

Nrs. 3 en 4: Verslagen.

I. ARTIKEL 9

I.1. EXPOSÉ DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le projet de loi en discussion modifie un certain nombre de points des conditions d'établissement. Dans ce cadre, une série de tâches supplémentaires sont confiées aux chambres des métiers et négoce. Ces tâches supplémentaires portent, entre autres, sur les formules de stages.

L'article 9 tend à créer la possibilité de demander une cotisation administrative limitée lors de la délivrance des attestations d'établissement par les chambres des métiers et négoce, notamment en vue d'une délivrance plus rapide de ces attestations.

Dans la pratique, cette cotisation, dont le plafond est de 1 000 francs, sera fixée à 300 francs.

I.2. DISCUSSION ET VOTES

Un commissaire fait observer qu'il existe deux contrats types pour stagiaires, le premier émanant de la Région flamande et le second du pouvoir fédéral, et qu'ils diffèrent sensiblement en plusieurs endroits. L'intervenant plaide pour une concertation entre les deux autorités, de sorte qu'un seul contrat type soit retenu.

Selon le ministre, il existe une confusion à propos de la notion de « stagiaire ».

Dans son exposé, le ministre a renvoyé à la formule du stagiaire-indépendant, qui doit recevoir, outre une formation pratique, une formation théorique pour obtenir, sur cette base, une attestation d'établissement. Il s'agit en l'espèce de personnes intelligentes et compétentes, mais qui ont peut-être un peu trop profité de leurs jeunes années et qui ont laissé passer des chances. Elles reçoivent de la sorte une nouvelle chance de devenir de bons chefs d'entreprise. Il ne s'agit donc pas de la même formule que celle d'un apprenti ordinaire, telle qu'elle est prévue par le contrat type de la Région flamande.

L'intervenant signale un autre problème. Si le fils d'un entrepreneur décide de poursuivre l'exploitation de son père, on n'accepte pas qu'il effectue son stage sous le contrôle de ce dernier. Selon l'intervenant, il faut ouvrir cette possibilité.

Le ministre explique que l'objectif initial était de prévenir toute forme de népotisme. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsque l'intéressé ne peut pas faire autrement, la possibilité d'accomplir son stage chez son père reste néanmoins ouverte.

I. ARTIKEL 9

I.1. UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN LANDBOUW EN DE KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN

Het voorliggende wetsontwerp wijzigt de vestigingsreglementering op een aantal punten. In dat kader worden een aantal bijkomende taken toegekend aan de kamers voor ambachten en neringen. Die bijkomende taken hebben onder andere betrekking op de stagiairsformules.

Het artikel 9 heeft tot doel de mogelijkheid te creëren om een beperkte administratieve bijdrage te vragen bij de aflevering van vestigingsgetuigschriften door de kamers van ambachten en neringen, waarvan de opbrengst zal dienen om deze kamers verder uit te bouwen, onder meer met het oog op een snellere aflevering van deze attesten.

Deze bijdrage, die maximaal 1 000 frank kan bedragen, zal in de praktijk op 300 frank worden vastgesteld.

I.2. BESPREKING EN STEMMINGEN

Een lid merkt op dat er twee type-contracten voor stagiairs bestaan, namelijk een eerste type-contract van het Vlaams Gewest en een tweede type van de federale overheid, die op verschillende punten aanzienlijk verschillen. Speker pleit voor overleg tussen beide overheden opdat slechts één type-contract zou worden weerhouden.

Volgens de minister heerst er begripsverwarring omtrent het woord « stagiair ».

In zijn uiteenzetting heeft de minister verwezen naar de formule van stagiair-zelfstandige, die naast een praktische ook een theoretische vorming moet krijgen om, op basis hiervan, een vestigingsattest te bekomen. Het gaat hier in casu om mensen die verstandig en bekwaam zijn, maar die misschien wat te veel van hun jonge jaren hebben genoten en daardoor op die leeftijd kansen gemist hebben. Zij krijgen later een nieuwe kans om uit te groeien tot een succesvol ondernemer. Het gaat dus niet om dezelfde formule als een gewone leerling, zoals het type-contract van het Vlaams Gewest voorziet.

Het lid wijst op een ander probleem. Wanneer de zoon van een ondernemer besluit om het bedrijf van zijn vader verder te zetten, dan wordt niet aanvaard dat hij stage loopt onder toezicht van zijn vader. Dit moet, volgens spreker, mogelijk gemaakt worden.

De minister verklaart dat het oorspronkelijk de bedoeling was om elke vorm van nepotisme te vermijden. In uitzonderlijke omstandigheden, wanneer het niet anders kan, blijft de mogelijkheid om stage te lopen bij de eigen vader, wel open.

Un autre membre est d'avis que la définition de stagiaire-indépendant que le ministre a donnée, ne convient pas tout à fait. En effet, certains stagiaires ont déjà une formation derrière eux, mais ne sont pas prêtes à s'engager tout de suite dans la filière d'indépendant et deviennent stagiaire-indépendant.

Personnellement, l'intervenant regrette cet article qui impose une charge nouvelle et qui ne va pas favoriser l'image que l'on veut donner de la simplification administrative. Le stagiaire qui a obtenu son certificat de gestion et qui s'adresse à la chambre des métiers et négoce, risque de devoir payer pour avoir un document qui n'est, dans beaucoup de cas, que l'entérinement de ce qu'il a déjà obtenu ailleurs.

En plus, le produit de cette mesure ne va pas rapporter beaucoup à la chambre des métiers et négoce. D'autres mécanismes doivent être mis en œuvre pour bien mettre en avant une véritable simplification administrative avec des guichets uniques, sans être compensés par des lourdeurs financières.

Un intervenant suivant ajoute que la moindre lettre que l'on écrit dans une entreprise coûte plus de 300 francs. Par conséquent, la somme de 300 francs que la chambre des métiers et négoce touchera pour la délivrance d'un certificat ne couvrira pas ses frais. C'est une illusion de croire que ces 300 francs sont du revenu net. En réalité, les chambres des métiers et négoce ont l'illusion que cela leur donne une petite ressource supplémentaire.

Par contre, il est vrai qu'un sentiment d'appartenance, un lien pourra être établi entre le stagiaire-indépendant et la chambre qui délivrera l'attestation, ce qui est peut-être la véritable raison d'instaurer cette cotisation.

Selon un commissaire, l'aspect financier n'est pas important, mais bien le passage obligé par les chambres des métiers et négoce pour obtenir cette attestation, ce qui paraît dangereux.

Personnellement, il a déjà constaté que quand des jeunes indépendants qui veulent se lancer, passent par la chambre pour demander une confirmation de compétence, ils sont parfois bloqués par cette chambre qui a sur ces jeunes un droit d'appréciation qui peut compromettre leur avenir. La chambre des métiers et négoce est parfois très peu qualifiée et n'est pas nécessairement compétente pour juger d'un travail effectif. Pourtant, elle apparaît comme un jury ou une instance suprême qui doit juger la qualité du travail d'un jeune.

Un commissaire se rallie sans réserve au point de vue du préopinant, mais se demande pourquoi son groupe souscrit malgré tout à l'article en discussion.

Een ander lid meent dat de definitie van stagiair-zelfstandige die de minister heeft gegeven, niet geheel voldoet. Sommige stagiairs hebben immers al een opleiding genoten maar zijn nog niet klaar om zich al onmiddellijk als zelfstandige te vestigen en worden stagiair-zelfstandige.

Spreker is geen voorstander van dit artikel, dat een bijkomende last oplegt en dat de administratieve vereenvoudiging zeker niet in een beter daglicht zal stellen. De stagiair die een getuigschrift bedrijfsvoering heeft behaald en zich wendt tot de kamer van ambachten en neringen, zal in feite moeten betalen om een attest te krijgen, dat in veel gevallen alleen maar een bevestiging is van wat hij elders heeft verkregen.

Die maatregel zal overigens weinig opbrengen voor de kamer van ambachten en neringen. Er zijn andere maatregelen nodig om te komen tot een echte administratieve vereenvoudiging met een *one stop* loket zonder dat nieuwe financiële lasten in het leven worden geroepen.

Een volgende spreker voegt daar aan toe dat een eenvoudige brief een onderneming al meer dan 300 frank kost. Het bedrag van 300 frank dat de kamer van ambachten en neringen zal ontvangen voor de aflevering van een getuigschrift, zal dus zeker haar kosten niet dekken. Het is een illusie te geloven dat die 300 frank netto-inkomsten zijn. In feite wekt men alleen maar de indruk dat de kamers van ambachten en neringen extra inkomsten zullen krijgen.

Daarentegen kan er wel een band ontstaan tussen de stagiair zelfstandige en de kamer die het getuigschrift afgeeft, wat misschien de echte reden is om deze bijdrage op te leggen.

Volgens een lid is niet het financiële aspect belangrijk maar wel het feit dat men verplicht wordt zich tot de kamer van ambachten en neringen te wenden om dat getuigschrift te krijgen, wat hem gevaarlijk lijkt.

Persoonlijk heeft hij al kunnen ervaren dat beginnende jonge zelfstandigen die zich tot de kamer wenden om een bevestiging te krijgen van hun bekwaamheid, soms worden tegengehouden door die kamer, die over die jongeren een uitspraak kan doen waarvan hun verdere toekomst afhangt. De kamer van ambachten en neringen is niet altijd bij machte om zich een oordeel te vormen over werk dat effectief wordt gedaan. Toch wordt ze voorgesteld als een jury of een hoogste instantie die een oordeel moet vellen over de kwaliteit van het werk van een jonge zelfstandige.

Een commissielid treedt het standpunt van voorgaande spreker volmondig bij, maar vraagt zich wel af waarom zijn fractie dan het voorliggende artikel toch goedkeurt.

L'intervenant suivant estime qu'il ne faut pas minimiser l'utilité de la chambre des métiers et négoce et évoque la personnalité du secrétaire de la chambre, qui peut constituer une plus-value pour cette dernière.

Il va de soi qu'un certain nombre de points sont susceptibles d'être améliorés. C'est ainsi que la chambre des métiers et négoce juge que le diplôme d'humanités gréco-latines, qui constitue certes une bonne base de développement général, est suffisant pour la connaissance de la gestion d'entreprise.

Le principe de la chambre des métiers et négoce est toutefois un bon principe. Il ne faut pas perdre de vue qu'environ un tiers des débutants restent sur le carreau après deux ou trois ans, avec toutes les conséquences sociales que cela implique. Il peut même arriver au meilleur mécanicien de ne pas pouvoir assumer la fonction de garagiste indépendant et de faire faillite. L'obtention d'un diplôme n'est donc pas toujours suffisante, car outre une bonne connaissance technique, une formation patronale a, elle aussi, son importance.

À cet égard, on peut d'ailleurs également remarquer que les diplômés universitaires doivent, eux aussi, passer de plus en plus d'examens devant des commissions spéciales avant d'être admis à une profession déterminée. C'est ainsi que les licenciés en droit doivent passer un examen pour devenir juge ou substitut et que les ingénieurs civils doivent être docteur en chimie pour travailler au centre nucléaire de Mol.

Un autre membre répond que l'on organise de tels examens pas tellement pour tester les connaissances des candidats, mais pour trouver le meilleur d'entre eux.

Dans le cas des chambres des métiers et négoce, il ne s'agit toutefois pas du meilleur candidat, mais bien d'une simple reconnaissance par un organisme dont on peut au moins remettre le statut en question. On peut également s'interroger sur les possibilités professionnelles au cas où un membre de la chambre des métiers et négoce veut empêcher un futur concurrent de s'établir.

Un membre souligne que la chambre des métiers et négoce est un jury examinateur qui apprécie la capacité d'un concurrent potentiel qui veut s'installer. Les membres de la chambre sont donc en quelque sorte juge et partie.

Le débat est de savoir si la chambre des métiers et négoce est là pour permettre à des personnes de faire leur travail ou bien pour limiter l'accès à certaines professions.

En ce qui concerne l'appel contre une décision d'une chambre des métiers et négoce, l'intervenant fait observer qu'il a déjà constaté à plusieurs reprises que l'appel ne sert pratiquement jamais. En appel, on

Een volgend lid meent dat het nut van de kamer voor ambachten en neringen niet mag geminimaliseerd worden en verwijst hierbij naar de persoonlijkheid van de secretaris van de kamer die een meerwaarde kan bieden aan de kamer.

Er zijn natuurlijk een aantal punten voor verbetering vatbaar. Zo wordt een humanioradiploma Latijns-Grieks, dat weliswaar een goede basis vormt voor een algemene ontwikkeling, door de kamer van ambachten en neringen ook voldoende geacht als kennis van bedrijfsleiding.

Het principe van de kamer van ambachten en neringen is echter wel goed. We mogen niet uit het oog verliezen dat nog altijd ongeveer 1/3 van de starters mislukken na 2-3 jaar, met alle sociale gevolgen vandien. Ook de beste mecaniciens kunnen het soms als zelfstandige garagist niet waarmaken en gaan failliet. Het behalen van een diploma is dus niet altijd voldoende; naast een goede technische kennis is ook een patroonsopleiding van belang.

In dit verband kan men trouwens ook opmerken dat ook universitair geschoolden meer en meer examens moeten afleggen voor bijzondere commissies alvorens toegelaten te worden tot een bepaald beroep. Zo moeten licentiaten in de rechten een examen afleggen om rechter of substituut te worden benoemd en burgerlijk ingenieurs, doctors in de scheikunde, om in het atoomcentrum te Mol te werken.

Een ander lid antwoordt dat dergelijke examens worden georganiseerd om de beste kandidaat te vinden en niet zozeer om de kennis van de kandidaten te testen.

In het geval van de kamers van ambachten en neringen gaat het echter niet om de beste kandidaat, maar wel om de loutere erkenning door een organisme waarvan men het statuut toch minstens in vraag kan stellen. Ook rijzen er vragen over de beroepsmogelijkheden indien iemand in de kamer van ambachten en neringen een toekomstige concurrent wil uitsluiten om zich te vestigen.

Een lid onderstreept dat de kamer van ambachten en neringen een jury is die zich moet uitspreken over de bekwaamheid van een potentiële concurrent die zich als zelfstandige wenst te vestigen. De leden van die kamer zijn in zekere zin dus rechter en partij.

De cruciale vraag is wat de taak is van de kamer van ambachten en neringen: zelfstandigen in staat stellen hun werk te doen ofwel de toegang tot bepaalde beroepen te beperken.

Bovendien heeft spreker herhaaldelijk kunnen vaststellen dat het instellen van beroep tegen een beslissing van een kamer van ambachten en neringen haast nooit iets uithaalt. Bij de behandeling in beroep

trouve toujours une bonne raison pour ne pas démentir le premier traitement du dossier.

Peut-être la philosophie des chambres des métiers et négoce est-elle différente en Flandre et en Wallonie, pour quelqu'un qui veut prendre le risque de travailler comme indépendant ?

*
* *

La commission constate qu'aucun amendement n'a été déposé à cet article.

L'article 9 est adopté par 5 voix contre 2 et 1 abstention.

II. ARTICLES 10, 11, 24 À 32 INCLUS ET 34

II.1. ARTICLE 10: Le Conseil central de l'économie

II.1.1. Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre de l'Économie

La disposition proposée vise à autoriser le Conseil central de l'économie à utiliser un fonds de roulement.

La mise à disposition d'un tel fonds, conformément à la législation générale sur la comptabilité de l'État, requiert une base légale.

Le Conseil étant essentiellement financé par une subvention inscrite au budget du ministère des Affaires économiques, ce fonds de roulement lui est nécessaire pour éviter tout problème de liquidités entre la consommation du budget d'une année et le versement de la subvention relative à l'exercice suivant.

Le Conseil dispose actuellement d'un capital d'exploitation de 1,6 millions, ainsi que de soldes cumulés sur les subventions de la période 1971 à 1988 (20 621 443 francs). À ces montants pourront s'ajouter les soldes éventuellement non utilisés à compter de l'exercice 1996.

Le fonds de roulement sera limité à un plafond maximum de 35 millions de francs, soit les frais de personnel et de fonctionnement du Conseil central pendant une période de 3 mois.

II.1.2. Discussion

Un commissaire met l'accent sur les excédents considérables de subvention pour les exercices 1971 à 1988. Les subventions en faveur du Conseil central de l'économie étaient manifestement trop élevées. La

vindt men altijd een goede reden om de eerste beslissing niet ongedaan te maken.

Zou het ook niet kunnen dat de kamers van ambachten en neringen in Vlaanderen en in Wallonië niet hetzelfde beleid voeren ten aanzien van beginnende zelfstandigen ?

*
* *

De commissie stelt vast dat er geen amendementen zijn ingediend op dit artikel.

Artikel 9 wordt aangenomen met 5 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

II. ARTIKELEN 10, 11, 24 TOT EN MET 32 EN 34

II.1. ARTIKEL 10: De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven

II.1.1. Uiteenzetting door de vice-eerste minister en minister van Economie

De bedoeling van de voorgestelde bepaling is de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven toe te laten een bedrijfskapitaal te gebruiken.

De terbeschikkingstelling van een dergelijk werkkapitaal behoeft, overeenkomstig de algemene wetgeving op de rijkscomptabiliteit, een wettelijke basis.

Vermits de Raad in essentie gefinancierd wordt door een subsidie die ingeschreven is in de begroting van het ministerie van Economische Zaken, is dit bedrijfskapitaal noodzakelijk om elk probleem van liquide middelen te vermijden tussen het ogenblik van het opgebruiken van de begroting van een jaar en dat van de storting van de subsidie betreffende het volgende boekjaar.

Momenteel beschikt de Raad over een exploitatiekapitaal van 1,6 miljoen, evenals over gecumuleerde saldi op de subsidies voor de periode 1971 tot 1988 (20 621 443 frank). Bij deze bedragen zullen de eventueel niet gebruikte saldi kunnen gevoegd worden te rekenen vanaf het boekjaar 1996.

Het bedrijfskapitaal zal beperkt zijn tot een maximum plafond van 35 miljoen frank, hetzij de personeels- en werkingskosten van de Centrale Raad gedurende een periode van 3 maanden.

II.1.2. Bespreking

Een commissielid wijst op de belangrijke toelagen van de dienstjaren 1971 tot 1988. Blijkbaar waren de toelagen aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven te hoog. De vraag die zich stelt

question qui se pose est de savoir pourquoi il faut aujourd'hui relever le fond de roulement pour le porter à 35 millions de francs. Il doute de l'utilité et de l'opportunité de cette opération.

Un autre membre se demande pourquoi le conseil a pu garder les subventions trop élevées qui n'ont pas été utilisées. Pourquoi le conseil n'était-il pas obligé de les reverser au ministère des Affaires économiques ?

Sur la première question, le ministre répond que les subsides sont calculés en fonction de prévisions. Le conseil a géré les subsides d'une manière raisonnable en groupant certaines dépenses après que les prévisions aient été faites.

En ce qui concerne la deuxième question, le ministre souligne que le conseil avait besoin de liquidités. Il a fait circuler l'argent en ne faisant pas la différence entre la comptabilité propre et l'argent liquide. Ceci doit dorénavant se faire sur une base claire et transparente, ce qui est le but de l'article 10 du projet de loi à l'examen.

Le conseil a besoin d'une grande stabilité parce que son rôle est significatif, notamment dans la détermination des marges des augmentations salariales.

Un membre désire encore savoir quelles sont les dépenses annuelles du conseil central.

Le ministre répond que la subvention de l'État pour 1999 est de 160 millions de francs.

Un autre membre en déduit que le montant prévu pour le fonds de roulement n'est pas excessif.

II.2. ARTICLE 11: SURENDETTEMENT — MODIFICATION DE LA LOI ORGANIQUE CRÉANT DES FONDS BUDGÉTAIRES

II.2.1. Exposé du vice-premier ministre et ministre de l'Économie

La loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes a créé un Fonds de traitement du surendettement.

Ce fonds est destiné à permettre le paiement des frais et honoraires des médiateurs de dettes en cas d'insolvabilité totale de la personne surendettée qui bénéficie de la procédure de règlement collectif de dettes.

Le fonds est alimenté par une contribution perçue sur l'en-cours des crédits à la consommation et des crédits hypothécaires.

Les modifications proposées sont de deux ordres :

1° faire contribuer au financement du fonds les prêteurs étrangers qui ont une activité en Belgique

is waarom het dan nu nodig is om het bedrijfskapitaal nog te verhogen tot 35 miljoen frank. Spreker heeft twijfels over het nut en de opportuniteit van deze operatie.

Een ander lid vraagt waarom de Centrale Raad de niet-gebruikte subsidie heeft mogen behouden. Waarom is de Centrale Raad niet verplicht die overschotten terug te storten aan het ministerie van Economische Zaken ?

Op de eerste vraag antwoordt de minister dat de subsidies berekend worden op basis van ramingen. De Centrale Raad heeft de subsidies op een redelijke manier beheerd en sommige uitgaven gegroepeerd nadat de ramingen waren opgesteld.

Wat de tweede vraag betreft, onderstreept de minister dat de Raad behoefte had aan liquide middelen. In zijn bestedingen heeft de Raad geen onderscheid gemaakt tussen de eigen boekhouding en de liquide middelen. Voortaan zal daartussen wel een duidelijk onderscheid gemaakt moeten worden, wat het doel is van artikel 10 van het voorliggende wetsontwerp.

De Raad heeft behoefte aan grote stabiliteit omdat zijn taak van grote betekenis is, onder meer bij het bepalen van de marges van de loonsverhogingen.

Een lid wenst nog te weten welke de jaarlijkse uitgaven van de Centrale Raad zijn.

De minister antwoordt dat de subsidie van de Staat voor 1999 160 miljoen bedraagt.

Een ander lid leidt daaruit af dat het bedrag voor het bedrijfskapitaal niet overdreven hoog is.

II.2. ARTIKEL 11: OVERMATIGESCHULDEN- LAST — WIJZIGING VAN DE ORGANIEKE WET HOUDENDE OPRICHTING VAN BEGROTINGSFONDSEN

II.2.1. Uiteenzetting van de vice-eerste minister en minister van Economie

De wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling heeft een Fonds voor de behandeling van de overmatige schuldenlast opgericht.

Dit fonds is bestemd om de betaling toe te laten van de onkosten en erelonen van de schuldbemiddelaars in geval van volledig onvermogen van de persoon die gebukt gaat onder overmatige schuldenlast en die de procedure van collectieve schuldenregeling geniet.

Het fonds wordt gespijsd door een bijdrage die wordt geïnd op het uitstaande bedrag van de consumentenkredieten en van de hypothecaire kredieten.

De voorgestelde wijzigingen zijn van tweeërlei aard :

1° de buitenlandse leninggevers, die in België een activiteit uitoefenen in het kader van de wet op het

dans le cadre de la loi relative au crédit à la consommation, au même titre que les prêteurs établis en Belgique;

2^o permettre la prise en charge, par le fonds, des frais de personnel et le fonctionnement de la cellule administrative dudit fonds.

II.2.2. Discussion

Un membre demande si les modifications proposées ont été notifiées à la Commission européenne.

Il fait ensuite observer que cet article ne touche pas les prêteurs qui font une offre de services au départ de l'étranger. Il reste donc une discrimination. Le ministre ne pense-t-il pas que cet article donnera lieu à des interventions internationales ou à un recours devant la Cour d'arbitrage ?

Le ministre répond affirmativement à la question de la notification à la Commission européenne.

En ce qui concerne la possibilité d'interventions internationales possibles et de recours devant la Cour d'arbitrage possible, il les envisagera en temps utiles.

II.3. ARTICLES 24, 25 ET 26 : LE CHÈQUE POSTAL

II.3.1. Exposé du vice-premier ministre et ministre de l'Économie

Les modifications législatives proposées tendent à introduire une présomption selon laquelle, faute d'indication de l'unité monétaire sur le chèque postal ou le virement postal, c'est le franc belge qui est retenu pour l'opération (le montant étant alors toujours le moins important).

Il s'agit d'une conséquence de l'introduction de l'euro. En effet, entre le 1^{er} janvier 1999 et jusqu'au 31 décembre 2001, les chèques et virements postaux pourront être libellés en francs belges ou en euro. L'objectif poursuivi en introduisant la présomption de libellé en francs belges faute d'indication de l'unité monétaire est d'éviter un contentieux inutile sur la question.

Cette solution a d'ailleurs déjà été introduite pour les chèques bancaires par la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro, qui a modifié la loi uniforme sur le chèque du 1^{er} mars 1961 en ce sens.

Cette dernière loi ne s'appliquant pas aux chèques postaux, il a paru opportun au gouvernement de prévoir la même règle pour ceux-ci.

consumentenkrediet, doen bijdragen tot de financiering van het fonds op dezelfde wijze als de leninggevers die in België gevestigd zijn;

2^o de tenlasteneming toelaten, door het fonds, van de personeels- en werkingskosten van de administratieve cel van het bedoelde fonds.

II.2.2. Bespreking

Een lid vraagt of de voorgestelde wijzigingen ter kennis zijn gebracht van de Europese Commissie.

Vervolgens merkt hij op dat dit artikel niet van toepassing is op de kredietgevers die hun diensten aanbieden vanuit het buitenland. Er blijft dus een discriminatie bestaan. Denkt de minister niet dat dit artikel tot gevolg zal hebben dat er reacties zullen komen uit het buitenland of dat beroep wordt ingesteld voor het Arbitragehof ?

De minister antwoordt bevestigend op de vraag of de wijziging ter kennis is gebracht van de Europese Commissie.

Wat betreft de mogelijkheid van internationale reacties en het instellen van beroep bij het Arbitragehof, antwoordt hij dat hij de zaken te gelegener tijd zal onderzoeken.

II.3. ARTIKELN 24, 25 EN 26 : DE POSTCHEQUE

II.3.1. Uiteenzetting van de vice-eerste minister en minister van Economie

De voorgestelde wetswijzigingen beogen het invoeren van een vermoeden volgens hetwelk, bij gebrek aan vermelding van de munteenheid op de postcheque of de postoverschrijving, het de Belgische frank is die voor de verrichting wordt weerhouden (vermits dit bedrag dan altijd het laagste is).

Het gaat om een gevolg van de invoering van de euro. Inderdaad, tussen 1 januari 1999 en tot 31 december 2001, zullen de postcheques en -overschrijvingen kunnen opgesteld worden in in Belgische frank of in euro. Het nagestreefde doel bij het invoeren van dit vermoeden van uitdrukking in Belgische frank bij gebrek aan vermelding van de munteenheid, is een nutteloos geschil over de kwestie te vermijden.

Deze oplossing werd trouwens reeds ingevoerd voor de bankcheques door de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro die de uniforme wet op de cheque van 1 maart 1961 in die zin heeft gewijzigd.

Vermits deze laatste wet niet van toepassing is op de postcheques, leek het de regering gepast om daarvoor dezelfde regel te voorzien.

Cette règle a été étendue aux virements postaux, par identité de motifs.

Le texte approuvé par le Conseil des ministres tient compte des remarques de l'Inspection des Finances.

II.3.2. Discussion

Un membre déclare que ces articles sont d'une grande utilité. En effet, la plupart des comptes courants sont encore libellés en francs belges, tandis que de plus en plus d'entreprises, même les plus sérieuses, commencent à mettre en circulation des bulletins de virement en euros, ce qui peut avoir des conséquences financières regrettables pour le consommateur inattentif.

II.4. ARTICLE 27: SERVICES POSTAUX

II.4.1. Exposé du vice-premier ministre et ministre de l'Économie

Le Conseil des ministres a approuvé, le 9 octobre 1998, un avant-projet de loi portant transposition en droit belge de la directive «postale».

Il s'agit en effet de la directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service.

Début janvier 1999, l'avis demandé le 30 octobre 1998 au Conseil d'État dans le mois n'étant pas rendu, le Conseil des ministres a décidé d'introduire dans la loi du 21 mars 1991 un nouvel article permettant au Roi d'adapter le cadre réglementaire aux dispositions de la directive 97/67/CE précitée.

Il s'agit d'une disposition inspirée de l'article 122 de la loi de 1991. Elle devrait permettre une transposition rapide de la directive, compte tenu du délai de transposition fixé au 10 février 1999.

Cette disposition permettra également d'adapter le cadre réglementaire belge aux nouvelles directives européennes qui poursuivront le processus d'ouverture du marché des services postaux à la concurrence.

L'arrêté de transposition devra être soumis au Parlement pour confirmation dans les 15 mois qui suivent sa publication au *Moniteur belge*.

Deze regel werd uitgebreid tot de postoverschrijvingen om identieke redenen.

De tekst, die door de Ministerraad werd goedgekeurd, houdt rekening met de opmerkingen van de Inspectie Financiën.

II.3.2. Bespreking

Een lid verklaart dat deze artikelen zeer nuttig zijn. De meeste zichtrekeningen zijn immers nog gesteld in Belgische frank terwijl steeds meer ondernemingen, zelfs de meest ernstige, overschrijvingsformulieren beginnen te gebruiken die in euro zijn gesteld, wat voor de onoplettende consument betreurenswaardige financiële gevolgen kan hebben.

II.4. ARTIKEL 27: POSTDIENSTEN

II.4.1. Uiteenzetting door de vice-eerste minister en minister van Economie

De Ministerraad heeft op 9 oktober 1998 een voorontwerp van wet goedgekeurd houdende omzetting in Belgisch recht van de «postale» richtlijn.

Het gaat om richtlijn 97/67/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 15 december 1997 betreffende gemeenschappelijke regels voor de ontwikkeling van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap en de verbetering van de kwaliteit van de dienst.

Vermits het advies, dat op 30 oktober 1998 aan de Raad van State binnen de maand werd gevraagd, niet verstrekt was, heeft de Ministerraad begin januari 1999 beslist in de wet van 21 maart 1991 een nieuw artikel in te voegen dat de Koning machtigt het regelgevend kader aan te passen aan de bepalingen van voornoemde richtlijn 97/67/EG.

Het gaat om een bepaling die haar oorsprong vindt in artikel 122 van de wet van 1991. Zij zou een snelle omzetting moeten toelaten van de richtlijn, rekening houdend met de vervaldatum van de omzetting die bepaald is op 10 februari 1999.

Deze bepaling zal eveneens toelaten om het Belgische regelgevende kader aan te passen aan de nieuwe Europese richtlijnen die het proces van de opening van de markt van de postdiensten voor concurrentie zullen voortzetten.

Het omzettingsbesluit zal voor bevestiging aan het Parlement moeten voorgelegd worden binnen de vijftien maanden volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Comme le gouvernement l'a indiqué dans sa note de politique générale, la directive répond aux priorités suivantes :

- garantir la fourniture d'un service universel;
- assurer la viabilité économique des services postaux en permettant la réservation de services;
- concilier la libéralisation du marché et la garantie du service universel;
- établir des règles communes au niveau européen pour le fonctionnement du secteur postal.

Conformément à la directive, la transposition s'articulera dès lors autour des axes principaux suivants :

- assurer une ouverture équilibrée du marché en vue d'offrir un service postal de qualité aux particuliers et aux entreprises et ce, au meilleur prix;
- garantir le maintien du service universel sur l'ensemble du territoire;
- permettre une transition harmonieuse de La Poste entre une situation de monopole et la nouvelle situation de concurrence telle qu'elle découle de la mise en œuvre de la directive;
- mettre en place des mécanismes destinés à développer une concurrence loyale au sein du secteur.

À la fin de 1998, la Commission européenne devait déposer une proposition pour la poursuite de la libéralisation des services postaux. On s'attendait à ce que cette proposition soit présentée en mars 1999, mais vu la démission de la Commission européenne, cette proposition n'est toujours pas déposée.

II.4.2. Discussion

Selon un membre, cet article donne une habilitation importante au ministre, mais n'empêche pas que, même si le ministre essaie de préserver au maximum le monopole de La Poste et ce le plus longtemps possible, il faille se rendre compte que notre système postal est piraté de tous côtés par des opérateurs étrangers qui pratiquent des tarifs extrêmement avantageux. La stratégie suivie doit offrir plus de souplesse en permettant à La Poste de négocier dans certains cas. Actuellement, même un opérateur très important n'obtient pas de concession.

À la lumière de l'évolution récente, le membre craint qu'à force de tout vouloir conserver, on risque de perdre la plus grande partie de tout ce que l'on veut conserver.

Zoals de regering het heeft vermeld in haar algemene beleidsnota, beantwoordt de richtlijn aan de volgende prioriteiten :

- de levering van een universele dienst waarborgen;
- de economische leefbaarheid verzekeren van de postdiensten door het voorbehouden van diensten toe te staan;
- de liberalisering van de markt en de waarborg van de universele dienst met elkaar verzoenen;
- het vastleggen van gemeenschappelijke regels op Europees niveau voor de werking van de postale sector.

Overeenkomstig de richtlijn zal de omzetting bijgevolg scharnieren om de volgende hoofdpunten :

- een evenwichtige opening van de markt waarborgen teneinde een kwaliteitspostdienst te verstrekken aan de particulieren en aan de bedrijven, en dit tegen de beste prijs;
- het behoud van de universele dienst op het hele grondgebied;
- een gestroomlijnde overgang toelaten aan De Post van een monopoliesituatie naar de nieuwe concurrentiesituatie zoals die voortvloeit uit het opstarten van de richtlijn;
- de mechanismen aanbrengen, die bedoeld zijn om een eerlijke concurrentie binnen deze sector te ontwikkelen.

Eind 1998 moest de Europese Commissie een voorstel indienen voor het voortzetten van de liberalisering van de postdiensten. Men verwachtte dat dit voorstel in maart 1999 zou ingediend worden, maar gezien het ontslag van de Europese Commissie, is dit voorstel nog steeds niet neergelegd.

II.4.2. Bespreking

Volgens een lid verleent dit artikel een belangrijke machtiging aan de minister maar dat belet niet dat zelfs al probeert de minister het monopolie van De Post zo lang mogelijk te handhaven, onze postdiensten van alle kanten worden belaagd door buitenlandse operatoren die tegen uiterst voordelige tarieven werken. De gevolgde strategie moet soepeler zijn en De Post in staat stellen om over bepaalde gevallen te onderhandelen. Thans krijgt zelfs een zeer belangrijke operator geen concessie.

Gezien de recente ontwikkelingen meent het lid dat men door alles in handen te willen houden de kans loopt, het grootste deel te verliezen van wat men had willen behouden.

Un autre membre se rallie dans une large mesure à cette affirmation. L'article 27 est une loi de pouvoirs spéciaux excessive, à laquelle il pourrait néanmoins souscrire si le gouvernement utilise cette possibilité pour moderniser La Poste, attirer des partenaires nationaux et internationaux et faire de La Poste une entreprise dynamique. La libéralisation est un fait dans le contexte européen et mondial. Il espère dès lors que l'accord de gouvernement incitera à moderniser cette institution quelque peu désuète.

L'intervenant suivant se rallie, lui aussi, à l'avis des préopinants.

Comme l'a dit le ministre, la directive 97/67/CE devait être transposée en droit national avant le 10 février 1999. Le ministre estime manifestement aujourd'hui qu'il faudra encore trois ans et demi avant qu'elle ne soit mise à exécution.

L'intervenant se demande toutefois pourquoi le ministre propose d'attribuer des pouvoirs spéciaux pendant trois ans et demi, compte tenu du bref laps de temps que l'actuel gouvernement a encore devant lui. Celui-ci désire manifestement créer des pouvoirs spéciaux pour un futur gouvernement, ce qui est remarquable, d'autant plus que 15 mois supplémentaires sont prévus pour la loi de confirmation, de sorte que celle-ci devra être déposée par le gouvernement suivant. N'aurait-il pas été plus simple de prévoir que la loi de pouvoirs spéciaux expire le 31 décembre de cette année, de sorte que le prochain gouvernement puisse déterminer si une prolongation ultérieure est nécessaire ?

Un membre fait observer qu'en général, un gouvernement crée des faits accomplis pour un gouvernement suivant et négatifs aux yeux de celui-ci. On ne peut quand même pas reprocher au ministre de proposer une mesure qui profitera au gouvernement suivant. Le ministre fait preuve de prévoyance et essaie de se prémunir contre une carence du pouvoir qui pourrait intervenir après les prochaines élections.

Un autre intervenant souligne que la directive aurait déjà dû être transposée. Prévoir d'ores et déjà un délai de trois ans et demi revient, en fait, à confirmer que le gouvernement n'entend assurément pas procéder rapidement à la transposition en droit belge.

En ce qui concerne le fond, le ministre partage les thèses avancées. La modernisation de La Poste doit s'opérer le plus rapidement possible. Toutefois, le ministre admet qu'il a été surpris par l'ampleur des difficultés internes.

Par exemple: la réforme de certaines structures, comme la structure comptable, l'infrastructure informatique, etc. auraient dû se faire normalement au cours des dernières années sans décision particulière, mais cela n'a pas eu lieu.

Een ander lid kan deze stelling grotendeels bijtreden. Artikel 27 is een verregaande opdrachtenwet waarmee spreker zich wel kan verzoenen indien de regering gebruik maakt van deze mogelijkheid om De Post te moderniseren, om nationale en internationale partners aan te trekken en om van De Post een dynamisch bedrijf te maken. De liberalisering is een feit in de Europese en mondiale context. Spreker hoopt dan ook dat er in het regeerakkoord een aanzet zal gegeven worden om deze wat verouderde instelling te moderniseren.

Ook een volgende spreker kan zich bij voorgaande sprekers aansluiten.

Zoals de minister heeft aangestipt moest de richtlijn 97/67/EG voor 10 februari 1999 omgezet worden in het nationale recht. Blijkbaar meent de minister nu dat er nog 3,5 jaar nodig zijn alvorens dit uitgevoerd zal worden.

Spreker vraagt zich wel af waarom de minister voorstelt een volmacht voor 3,5 jaar te creëren gelet op de korte tijdsperiode die er nog rest voor deze regering. Blijkbaar wenst deze regering een volmacht te creëren voor een volgende regering. Dit is merkwaardig, des te meer daar er nog eens 15 maanden voorzien zijn voor de bekrachtigingswet zodat deze door de daarop volgende regering zal moeten ingediend worden. Ware het niet eenvoudiger te voorzien dat de volmacht op 31 december van dit jaar vervalt, zodat de volgende regering kan uitmaken of een verdere verlenging noodzakelijk is ?

Een lid merkt op dat het in het algemeen zo is dat een regering de volgende regering voor voldongen feiten stelt, die dan ook als negatief ervaren worden. Men kan de minister toch niet verwijten dat hij een maatregel voorstelt die voordelig is voor de volgende regering. De minister is vooruitziend en tracht een regeling te treffen voor het geval er na de volgende verkiezingen niet onmiddellijk maatregelen genomen kunnen worden.

Een ander lid onderstreept dat de omzetting van de richtlijn al had moeten gebeuren. Nu al een tijdsperiode van 3,5 jaar voorzien, is in feite bevestigen dat de regering zeker niet vlug wil overgaan tot de omzetting in Belgisch recht.

Wat de grond betreft, is de minister het ermee eens dat de modernisering van De Post zo snel mogelijk moet gebeuren. Toch moet de minister toegeven dat hij verrast was door de omvang van de interne problemen.

Bijvoorbeeld: de hervorming van bepaalde structuren, zoals de boekhouding, de uitrusting met computers, enz. hadden tijdens de voorbije jaren normaal moeten verlopen zonder bijzondere beslissing, maar dat is niet gebeurd.

Le ministre confirme que le conseil d'administration, le comité de gestion et les cadres supérieurs de La Poste sont conscients que La Poste doit s'ouvrir, mais ils sont aussi conscients que La Poste se trouve dans une phase où elle doit d'abord opérer une transformation interne avant de s'ouvrir.

Il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que le ministre ne cesse de mettre la pression maximale à La Poste en respectant les dispositions de la loi de 1991.

En ce qui concerne les observations sur la procédure, le ministre comprend les remarques. Le ministre confirme que le gouvernement n'a nullement l'intention d'éviter un débat parlementaire, mais le Conseil d'État a pris plus de temps que prévu pour rendre son avis. Pourtant, le projet de loi n'était que la transposition d'une directive et, en plus, reprenait — quand cela était possible — les dispositions de la loi sur les télécommunications. Malgré cela, le Conseil d'État a pris plus de 3 mois pour rendre son avis, ce qui a eu comme conséquence qu'il était impossible de déposer le projet de loi au parlement et de terminer la discussion parlementaire dans les deux Chambres sous cette législature.

De plus, cette technique n'aurait pas rendu service à La Poste qui a besoin d'un cadre légal qui fasse pression sur elle. Elle n'a aucun degré de liberté. Si la Commission européenne décidait d'avancer la date de 2003 pour la libéralisation du publi postage et du courrier entrant, cette décision aurait des conséquences très graves pour La Poste.

Le ministre a dès lors suggéré la solution que le gouvernement a suivie, ce qui permet à la fois de répondre aux exigences européennes dans un calendrier raisonnable et de faire en sorte que La Poste évolue.

Le même membre renvoie à l'audit interne de La Poste. Les résultats de cet audit peuvent-ils être communiqués ?

Le ministre confirme que l'audit interne de La Poste a été fait par des sociétés externes. Il en existe un résumé, mais le ministre ne souhaite pas le publier vu les négociations futures que La Poste devrait avoir avec des partenaires potentiels. Il le transmettra cependant à titre individuel et personnel aux sénateurs qui le souhaitent.

Le préopinant peut marquer son accord.

En ce qui concerne la comparaison avec la législation sur les télécommunications, il estime que Belgacom était, elle aussi, une institution désuète. Elle a été en partie privatisée; on a engagé un cadre de haut niveau provenant du secteur privé pour dynamiser l'entreprise, si bien que Belgacom est devenue une entreprise opérationnelle.

De minister bevestigt dat de raad van bestuur, het beheerscomité en de hogere kaderleden van De Post zich ervan bewust zijn dat De Post zich moet openstellen voor de markt, maar zij weten evenzeer dat De Post zich in een fase bevindt waarin ze eerst interne wijzigingen moet doorvoeren vooraleer zich open te stellen.

Er mag geen twijfel over bestaan dat de minister druk blijft uitoefenen op De Post maar daarbij de bepalingen van de wet van 1991 moet naleven.

Wat de opmerkingen over de procedure betreft, antwoordt de minister dat hij daar begrip voor heeft. Hij bevestigt dat de regering geenszins het voornemen heeft zich te onttrekken aan het parlementair debat maar de Raad van State heeft meer tijd nodig gehad dan voorzien om een advies uit te brengen. Toch is het wetsontwerp alleen maar de omzetting van een richtlijn en bovendien neemt het — waar dat mogelijk is — de bepalingen over van de telecommunicatiewet. Ondanks dat heeft de Raad van State meer dan drie maanden nodig gehad om een advies uit te brengen, wat tot gevolg heeft dat het niet meer mogelijk is om het wetsontwerp tijdens deze zittingsperiode in het Parlement in te dienen en de behandeling in beide Kamers af te ronden.

Bovendien zou dat De Post geen goede diensten hebben bewezen want De Post heeft behoefte aan een wettelijk kader waarmee druk kan worden uitgeoefend. De Post heeft geen enkele vrijheidsmarge. Mocht de Europese Commissie besluiten om de liberalisering van *direct mail* en van inkomende post eerder te laten ingaan dan 2003, dan zou die beslissing voor De Post zeer zware gevolgen hebben.

De regering heeft ingestemd met de door de minister voorgestelde oplossing, die het mogelijk maakt binnen een redelijke termijn te voldoen aan de Europese eisen en tegelijkertijd De Post ook in staat te stellen zich aan te passen.

Het lid verwijst naar de interne audit van De Post. Kunnen de resultaten van deze audit medegedeeld worden ?

De minister bevestigt dat de interne audit van De Post uitgevoerd is door externe bedrijven. Daarvan bestaat een samenvatting maar de minister wenst die nog niet openbaar te maken wegens de onderhandelingen die De Post nog moet voeren met potentiële partners. Hij is wel bereid die samenvatting persoonlijk mee te delen aan de senatoren die dat wensen.

Het lid kan hiermee instemmen.

Wat betreft de vergelijking met de telecommunicatiewetgeving, meent spreker dat Belgacom ook een verouderde instelling was. Belgacom werd deels geprivatiseerd; er werd een topman uit de privé sector aangeworven om de instelling te dynamiseren met als resultaat dat Belgacom nu een goed operationeel bedrijf is.

Le ministre souligne l'avantage de Belgacom vis-à-vis de La Poste, notamment qu'il s'agit d'un secteur en pleine expansion et qui a bénéficié du facteur exceptionnel du développement technologique.

Le membre déclare que sa seule préoccupation est de veiller à ce que le gouvernement fasse usage des possibilités légistiques offertes pour faire profiter La Poste de la technologie moderne. Il existe déjà actuellement des entreprises privées (les services colis, DHL, etc.) qui travaillent dans la même sphère d'activité que La Poste. Si celle-ci n'est pas modernisée, elle risque d'être marginalisée et le secteur privé se chargera de tout. La Poste doit s'intégrer dans l'évolution de la logistique moderne. Une nouvelle approche radicale s'impose, en partie par le biais d'une privatisation, pour établir des alliances. Des propositions sont déjà sur la table. Ces possibilités ne peuvent pas demeurer inexploitées.

Un autre membre voit encore une autre différence entre La Poste et Belgacom, à savoir la qualification moyenne du personnel qui est d'un niveau bien plus élevé à Belgacom qu'à La Poste.

Un commissaire estime qu'on n'aurait pas dit cela de Belgacom il y a 5 ans et se réfère ici à l'importante opération de transformation interne qui a, entre-temps, été pratiquée à Belgacom et par laquelle on a également décidé de laisser partir un certain nombre de personnes.

Le préopinant estime que le métier de facteur restera toujours un métier relativement peu qualifié. La qualification du personnel de Belgacom était potentiellement très différente de celle du personnel actuel de La Poste, parce que La Poste conservera toujours une série de métiers qui ne seront pas de haute qualification.

Un commissaire n'est pas d'accord. La fonction de facteur peut être différenciée et portée à un autre niveau.

II.5. ARTICLES 28 À 32 : LES IMPLANTATIONS COMMERCIALES

II.5.1. Exposé du vice-premier ministre et ministre de l'Économie

La loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales prévoit un système d'autorisations pour les projets d'implantation commerciale. Ces autorisations sont délivrées par le collège des bourgmestre et échevins qui, après avis du comité socio-économique lorsque celui-ci est favorable, consulte la commission provinciale pour la distribution compétente.

La loi du 29 juin 1975 comporte deux articles importants en matière de commission provinciale.

De minister merkt op dat Belgacom vergeleken met De Post in een voordeliger positie zat: het gaat hier om een sector in volle ontwikkeling waar uitzonderlijke technologische vernieuwingen plaatsvinden.

Het lid verklaart dat zijn enige zorg is dat de regering de geboden legistische mogelijkheden aangrijpt om de moderne technologie niet te laten voorbijgaan aan De Post. Nu zijn er toch ook al privé bedrijven (de pakjesdiensten, DHL, enz.) die in dezelfde sfeer als De Post werken. Als De Post niet wordt gemoderniseerd, dreigt De Post te worden gemarginaliseerd en wordt alles door de privé ingenomen. De Post moet zich inschakelen in de evolutie van moderne logistiek. Er is een radicale nieuwe aanpak vereist, deels met privatisering, om allianties uit te werken. Er liggen reeds voorstellen ter tafel. Deze kansen mogen niet onbenut blijven.

Een ander lid ziet nog een verschil tussen De Post en Belgacom, namelijk de gemiddelde scholing van het personeel, die bij Belgacom veel hoger is dan bij De Post.

Een lid is van oordeel dat dit 5 jaar geleden niet gezegd werd van Belgacom en verwijst hierbij naar de belangrijke operatie van interne vorming die ondertussen heeft plaatsgehad bij Belgacom, waarbij ook beslist werd een aantal mensen te laten gaan.

De vorige spreker meent dat het beroep van postbode altijd een beroep zal blijven waarvoor weinig scholing is vereist. Bij Belgacom heeft men toch hoger geschoold personeel nodig dan bij De Post want bij De Post zullen er altijd een aantal functies voor laaggeschoolden blijven bestaan.

Een lid kan hier toch niet mee akkoord gaan. De functie van postbode kan gedifferentieerd worden en op een ander niveau gebracht.

II.5. ARTIKELEN 28 TOT 32 : DE HANDELSVESTIGINGEN

II.5.1. Uiteenzetting van de vice-eerste minister en minister van Economie

De wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen voorziet een vergunningssysteem voor de handelsvestigingsprojecten. Deze vergunningen worden afgeleverd door het college van burgemeester en schepenen dat, na advies van het sociaal-economisch comité zo dit gunstig is, de bevoegde provinciale commissie voor de distributie raadpleegt.

De wet van 29 juni 1975 bevat twee belangrijke artikelen inzake de provinciale commissie. Artikel 3 richt

L'article 3 crée les commissions provinciales tandis que l'article 5 en règle la composition.

Après la scission de la province de Brabant en 1993, il s'agissait d'assurer la continuité du traitement des dossiers d'implantations commerciales pour tous les successeurs de l'ancienne province du Brabant.

La Région de Bruxelles-Capitale ne relevant plus d'une province, la mise sur pied de la distribution nécessite certaines modalités légales d'application.

Dès lors, le Conseil des ministres du 29 mai 1998 avait soumis à l'avis du Conseil d'État un arrêté royal basé sur l'article 83quinquies, § 6, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Le Conseil d'État a estimé que cet arrêté royal n'avait pas de base légale suffisante pour apporter les modifications proposées à la loi du 29 juin 1975 et qu'il appartenait au législateur même d'inscrire dans la loi du 29 juin 1975 les dispositions nécessaires.

Le présent projet entend donc créer une commission pour la distribution pour le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en modifiant la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales.

Sur le plan légistique, le projet prévoit la modification des articles 3, 5, 9 et 11 de la loi.

II.5.2. Discussion

Un commissaire suppose qu'en ce qui concerne la nomination des membres de la commission pour la distribution dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, on respectera la règle de la parité linguistique. Le ministre peut-il le confirmer?

Le ministre explique que la commission est composée de dix membres, outre le président. Les membres sont choisis parmi les candidats présentés sur des listes doubles par les organisations énumérées à l'article 29: les organisations de consommateurs, les organisations les plus représentatives des travailleurs, les organisations siégeant au Conseil supérieur des classes moyennes, les organisations agricoles et le commerce intégré (FEDIS). Pour la désignation des membres, l'on est tenu par les candidats choisis par ces organisations.

Selon un autre membre, il est plus important de désigner des candidats compétents.

Un intervenant suivant fait observer que le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est composé de membres francophones et néerlandophones. Il propose de laisser à ce gouvernement le soin de régler la désignation des candidats.

de provinciale commissie op, waar artikel 5 er de samenstelling van regelt.

Als gevolg van de splitsing van de provincie Brabant in 1993, ging het erom de continuïteit te verzekeren van de dossiers betreffende handelsvestigingen voor al de opvolgers van de oude provincie Brabant.

Vermits het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest niet meer onder een provincie valt, zijn voor het oprichten van de commissie voor de distributie bepaalde wettelijke toepassingsmodaliteiten nodig.

Bijgevolg had de Ministerraad van 29 mei 1998 aan de Raad van State een koninklijk besluit voor advies voorgelegd, op grond van artikel 83quinquies, § 6, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen.

De Raad van State heeft geoordeeld dat dit koninklijk besluit geen voldoende wettelijke basis had om de voorgestelde wijzigingen aan te brengen aan de wet van 29 juni 1975 en dat het aan de wetgever zelf toekwam om de nodige bepalingen in te schrijven in de wet van 29 juni 1975.

Dit ontwerp wenst dus een commissie voor de distributie op te richten voor het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest door de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen te wijzigen.

Op legistiek vlak voorziet het ontwerp de wijziging van de artikelen 3, 5, 9 en 11 van de wet.

II.5.2. Bespreking

Een lid neemt aan dat voor de benoeming van de leden van de commissie voor de industrie in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad de regel van het taalpariteit wordt gerespecteerd. Kan de minister dit bevestigen?

De minister wijst erop dat de commissie is samengesteld uit tien leden, benevens de voorzitter. De leden worden gekozen uit de kandidaten die op dubbele lijsten worden voorgedragen door de organisaties die in artikel 29 worden opgesomd: de gebruikersorganisaties, de meest representatieve werknemersorganisaties, de organisaties die zitting hebben in de Hoge Raad voor de Middenstand, de landbouworganisaties en de geïntegreerde handel (FEDIS). De leden moeten worden aangewezen uit de kandidaten die door die organisaties worden voorgedragen.

Volgens een ander lid is het belangrijkste dat deskundige kandidaten worden aangewezen.

Een volgende spreker merkt op dat de Brusselse hoofdstedelijke regering Franstalige en Nederlandstalige leden telt. Hij stelt voor dat de regeling voor de aanwijzing van de kandidaten aan die regering wordt overgelaten.

Un autre membre encore considère qu'il serait utile de préciser dans la loi que la parité linguistique doit être respectée au sein de cette commission. Elle doit être possible, puisque toutes ces organisations doivent chaque fois présenter une liste double, de sorte que l'on puisse en fait ainsi choisir quelqu'un des deux rôles linguistiques et veiller de la sorte à une composition équilibrée de la commission.

C'est d'autant plus important que, dans divers organismes, les décisions sont souvent prises arbitrairement. La parité linguistique est nécessaire pour établir clairement que chacun se voit accorder les mêmes chances.

Le ministre fait observer que ce n'est pas la parité linguistique qui va objectiver les décisions.

Un membre se réfère au fonctionnement de la Région de Bruxelles-Capitale. Selon son expérience, il y a toujours des solutions possibles qui rencontrent le souhait des ministres des deux communautés en tenant compte aussi des réalités des choses et de la compétence des gens sur le terrain. L'intervenant plaide pour qu'on fasse confiance au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Une autre membre confirme que les parlementaires bruxellois aussi ont déjà eu l'expérience de la désignation d'un certain nombre d'organes dans le respect des populations néerlandophone et francophone. Il faut faire confiance au gouvernement en l'occurrence.

Pour un autre membre, la parité linguistique ne doit pas être inscrite dans la loi, mais il suffit que le ministre, en sa qualité de ministre fédéral, déclare qu'il trouve normal qu'à Bruxelles, la composition d'une telle commission soit paritaire.

Le ministre suggère d'écrire une lettre au gouvernement bruxellois exprimant le souhait de plusieurs membres de la commission que la désignation des membres se passe dans le respect de la parité linguistique.

Selon un membre, le ministre doit dans ce cas signaler aussi dans la même lettre que d'autres membres estiment que ce problème se résout à la Région de Bruxelles-Capitale de façon appropriée et sans heurts et que, par ailleurs, la compétence et la qualité des personnes doivent également être prises en considération et non pas seulement leur appartenance à l'un ou l'autre régime linguistique. Si le ministre écrit une telle lettre, elle doit être équilibrée et refléter l'opinion de l'ensemble des membres de la commission.

Un autre commissaire déclare que les propos de certains membres confirment sa thèse selon laquelle il est important de régler la parité linguistique par la loi.

Nog een ander lid is van oordeel dat het nuttig is om in de wet te preciseren dat in deze commissie taalpariteit moet heersen. De taalpariteit moet mogelijk zijn aangezien al deze organisaties telkens een dubbele lijst moeten voorleggen, zodat in feite telkens iemand van de twee taalrollen kan gekozen worden en dus op die manier voor een evenwichtige samenstelling van de commissie kan gezorgd worden.

Dit is des te belangrijker aangezien de beslissingen in diverse instellingen dikwijls op arbitraire wijze worden genomen. De taalpariteit is nodig om duidelijk te maken dat iedereen dezelfde kansen krijgt.

De minister merkt op dat de beslissingen niet objectiever zullen zijn als men de taalpariteit in acht neemt.

Een lid verwijst naar de werking bij het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Zijn ervaring is dat er altijd oplossingen te vinden zijn waarmee de ministers van de twee gemeenschappen het eens kunnen worden zonder dat men daarbij de ogen moet sluiten voor de realiteit van alledag of de deskundigheid van de mensen uit de praktijk. Spreker pleit ervoor dat men vertrouwen stelt in de Brusselse hoofdstedelijke regering.

Een ander lid bevestigt dat de Brusselse parlementsleden ervaring hebben met het aanwijzen van leden van allerlei organen en dat ze daarbij rekening houden met het feit dat er Nederlandstaligen en Franstaligen zijn. Men moet terzake vertrouwen schenken aan de regering.

Voor een ander lid hoeft de taalpariteit niet in de wet opgenomen te worden, maar volstaat het dat de minister, als federaal minister, zou verklaren dat hij het normaal vindt dat een dergelijke commissie voor Brussel paritair is samengesteld.

De minister stelt voor om aan de Brusselse regering een brief te sturen waarin te lezen staat dat verscheidene commissieleden de wens te kennen hebben gegeven dat bij de aanwijzing van de leden rekening wordt gehouden met de taalpariteit.

Volgens een lid moet de minister er in die brief dan ook op wijzen dat volgens andere commissieleden een dergelijk probleem bij het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest op een passende manier en zonder wrijvingen wordt opgelost en dat er overigens ook rekening moet worden gehouden met de deskundigheid en de hoedanigheid van de betrokkenen en niet alleen met het feit of ze tot de ene of de andere taalrol behoren. Als de minister een dergelijke brief schrijft, moet die brief evenwichtig geformuleerd zijn en de opinie van alle leden van de commissie weergeven.

Een ander lid verklaart dat de uitspraken van sommige leden zijn stelling bevestigen dat het belangrijk is om de taalpariteit bij wet te regelen.

M. Coene dépose l'amendement n° 1 :

Art. 29

« Compléter l'article 5bis proposé par la disposition suivante :

« La parité linguistique est respectée dans la composition de la commission. »

Justification

Il convient de respecter la parité linguistique pour éviter toute équivoque.

Le même membre dépose ensuite les amendements n°s 2 et 3 qui sont des amendements subsidiaires à l'amendement n° 1 et qui ont pour objet de supprimer les articles 28 et 29.

II.6. ARTICLE 34: TRANSFORMATION DES ASSOCIATIONS D'ASSURANCES MUTUELLES EN SOCIÉTÉS À FORME COMMERCIALE

II.6.1. Exposé du vice-premier ministre et ministre de l'Économie

Depuis 1967, les lois coordonnées sur les sociétés commerciales organisent la transformation d'un type de société en un autre. Cette faculté n'existe pas pour d'autres types d'entreprises qui ne relèvent pas des lois coordonnées.

Il faut dès lors faire appel au droit commun. Cela implique une opération en trois étapes :

- 1) la mise en liquidation de la société à forme non commerciale;
- 2) la création d'une nouvelle société, à forme commerciale;
- 3) le transfert de l'ensemble des droits et obligations de la première vers la seconde.

Le gouvernement veut combler cette lacune, en particulier pour les associations d'assurances mutuelles.

Le secteur de l'assurance est en pleine mutation. Certaines entreprises doivent renforcer leur assise financière. Or, en raison de leur nature, les associations d'assurances mutuelles ne peuvent faire appel au marché des capitaux. Elles doivent au préalable se transformer en sociétés à forme commerciale, avec tous les inconvénients que cela comporte.

De heer Coene dient het amendement nr. 1 in :

Art. 29

« Het voorgestelde artikel 5bis aanvullen als volgt :

« De taalpariteit wordt geëerbiedigd bij de samenstelling van de commissie. »

Verantwoording

Om alle dubbelzinnigheid te vermijden moet de taalpariteit gerespecteerd worden.

De heer Coene dient vervolgens de amendementen nrs. 2 en 3 in, die subsidiaire amendementen op het amendement nr. 1 zijn en die tot doel hebben de artikelen 28 en 29 te schrappen.

II.6 ARTIKEL 34: OMZETTING VAN DE ONDERLINGEVERZEKERINGSVERENIGINGEN IN EEN VENNOOTSCHAP DIE DE RECHTSVORM VAN EEN HANDELSVENNOOTSCHAP AANNEEMT

II.6.1. Uiteenzetting van de vice-eerste minister en minister van Economie

Sedert 1967 organiseren de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen de omzetting van één type vereniging naar een ander type. Deze mogelijkheid bestaat niet voor types van ondernemingen die niet onder de gecoördineerde wetten vallen.

Bijgevolg moet er een beroep worden gedaan op het gemeen recht. Dit houdt een verrichting in drie stappen in :

- 1) het in vereffening stellen van de niet-commerciële maatschappij;
- 2) het oprichten van een nieuwe vennootschap die de rechtsvorm van een handelsvennootschap aanneemt;
- 3) de overdracht van het geheel van rechten en verplichtingen van de eerste naar de tweede.

De regering wil deze leemte opvullen, in het bijzonder voor de onderlinge verzekeringsverenigingen.

De verzekeringssector is in volle ommekeer. Sommige ondernemingen moeten hun financiële grondslag versterken. Omwille van hun aard kunnen de onderlinge verzekeringsverenigingen nu geen beroep doen op de kapitaalmarkt. Zij moeten zich van te voren omvormen tot een nieuwe vennootschap die de rechtsvorm van een handelsvennootschap aanneemt, met al de nadelen die dit omvat.

Des «démutualisations» similaires ont eu lieu dans d'autres pays de l'Union européenne. Il y avait chaque fois un cadre légal adapté.

Sur le plan légistique, le projet prévoit deux séries de dispositions.

1) On modifie l'article 165 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

2) On introduit les articles 78bis à 78octies nouveaux dans la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. Cette dernière est en effet la seule qui traite, assez laconiquement, des associations d'assurances mutuelles.

II.6.2. Discussion

Un membre se demande pourquoi il est indispensable d'introduire ce dispositif.

Le ministre explique qu'il s'agit d'une harmonisation des statuts juridiques des entreprises, qui permet de pouvoir travailler sur un pied d'égalité.

Un autre membre demande si, dans ce cas, l'objet de cet article est plutôt fiscal.

Le ministre souligne qu'il n'y a aucune incidence fiscale.

II.7. VOTES SUR LES ARTICLES 10, 11, 24 À 32 ET 34

Les amendements n^{os} 1, 2 et 3 sont rejetés par 6 voix et 2 abstentions.

L'ensemble des articles 10, 11, 24 à 32 et 34 sont adoptés par 7 voix contre 1.

III. ARTICLES 22 ET 23

III.1. EXPOSÉ DU MINISTRE DES TRANSPORTS

Les deux articles afférents au département des Communications et de l'Infrastructure sont les articles 22 et 23.

L'article 22 vise à confirmer, avec effet à la date de leur entrée en vigueur, deux arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 19 décembre 1997 visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

Le premier arrêté, daté du 17 juillet 1998 et publié au *Moniteur belge* du 28 juillet 1998, porte des dispositions complémentaires relatives à la réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

Gelijkaardige «demutualiseringen» hebben reeds plaatsgevonden in andere landen van de Europese Unie. Telkens was er een aangepast wettelijk kader.

Op legistiek vlak voorziet het ontwerp twee reeksen bepalingen:

1) Men wijzigt artikel 165 van de gecoördineerde wetten.

2) Men voegt de nieuwe artikelen 78bis en 78octies in de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen in. Deze laatste is inderdaad de enige die, vrij laconiek, de onderlinge verzekeringsverenigingen behandelt.

II.6.2. Bespreking

Een lid vraagt zich af waarom deze bepalingen nodig zijn.

De minister antwoordt dat de rechtsvormen die ondernemingen kunnen aannemen, op die manier geharmoniseerd worden zodat ze op voet van gelijkheid kunnen werken.

Een ander lid vraagt of de bedoeling van dit artikel dan eerder fiscaal van aard is.

De minister wijst erop dat deze bepalingen geen fiscale gevolgen hebben.

II.7. STEMMINGEN OVER DE ARTIKELEN 10, 11, 24 TOT EN MET 32 EN 34

De amendementen nrs. 1, 2 en 3 worden verworpen met 6 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het geheel van de artikelen 10, 11, 24 t/m 32 en 34 worden aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem.

III. ARTIKELEN 22 EN 23

III.1. UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN VERVOER

De twee artikelen die het ministerie van Verkeer en Infrastructuur aangebelangen, zijn de artikelen 22 en 23.

Artikel 22 heeft tot doel, met uitwerking op hun datum van inwerkingtreding, twee koninklijke besluiten te bekrachtigen die getroffen werden krachtens de wet van 19 december 1997 tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Het eerste besluit, gedateerd 17 juli 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatblad* van 28 juli 1998, houdt aanvullende bepalingen in betreffende de hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Cet arrêté prévoit diverses adaptations purement techniques, complémentaires à l'arrêté royal du 2 avril 1998 qui porte la réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

Il prévoit également la possibilité pour BIAC et Belgocontrol d'adopter des règlements en vue de la bonne exécution de leur mission respective et dans le respect du contrat de gestion et des dispositions légales.

Le deuxième arrêté, daté du 19 août 1998 et publié au *Moniteur belge* du 25 août 1998, fixe le prix minimum auquel les autorités publiques peuvent céder des actions de la société anonyme de droit public «Brussels International Airport Company».

Ce prix minimum est fixé à 10 498 francs, augmentés de la hausse de l'indice Bel 20 si la cession devait intervenir après le 1^{er} janvier 1999.

L'article 23 vise à étendre du 31 juillet 1998 au 30 juin 1999 la période pendant laquelle le Roi peut organiser la mise à la disposition de la SNCB de la contribution néerlandaise pour la construction de la ligne à grande vitesse Anvers-Rotterdam, par référence à la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV.

III.2. DISCUSSION ET VOTES

Un commissaire s'informe de la base légale de la prorogation demandée, jusqu'au 30 juin 1999, de la mise à disposition de la contribution néerlandaise. Étant donné qu'une prorogation était possible dans la mesure où elle était approuvée avant le 31 juillet 1998, l'intervenant considère que cet article n'a pas de base légale.

Une autre question est de savoir si cette prolongation est bien nécessaire, puisque le paiement de la contribution des Pays-Bas est prévu au budget et que celui-ci peut être exécuté jusqu'à la fin de cette année.

Enfin, l'intervenant a des doutes sur le bien-fondé des arguments invoqués par le ministre pour transférer directement la contribution néerlandaise à la SNCB. La loi prévoit que cette contribution serait transférée à la TGV-Fin, alors que le ministre propose à présent de verser la contribution directement à la SNCB. Sur quelle base légale le fera-t-on? La contribution sera-t-elle bel et bien affectée au financement du TGV et aux travaux exécutés par les Pays-Bas ou l'argent disparaîtra-t-il dans un pot commun?

Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie souligne que les articles 22 et 23 permettent de réaliser le projet TGV-Nord en tenant compte des réalités.

Dit besluit voorziet verschillende louter technische aanpassingen aan het koninklijk besluit van 2 april 1998 tot hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal.

Het voorziet ook de mogelijkheid voor BIAC en Belgocontrol om reglementen aan te nemen met het oog op de goede uitvoering van hun respectievelijke opdrachten, met naleving van het beheerscontact en de wettelijke bepalingen.

Het tweede besluit, gedateerd 19 augustus 1998 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1998, stelt de minimumprijs vast voor de overdracht door de overheid van de aandelen van de naamloze vennootschap van publiek recht «Brussels International Airport Company».

Deze minimumprijs is vastgesteld op 10 498 frank, verhoogd met de stijging van de BEL 20-index indien de overdracht zou gebeuren na 1 januari 1999.

Artikel 23 beoogt de periode te verlengen tot 30 juni 1999, in plaats van 31 juli 1998, tijdens dewelke de Koning de terbeschikkingstelling aan de NMBS kan regelen van de Nederlandse bijdrage voor het aanleggen van de hogesnelheidslijn Antwerpen-Rotterdam, met verwijzing naar de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project.

III.2. BESPREKING EN STEMMINGEN

Een lid peilt naar de wettelijke grondslag van de gevraagde verlenging tot 30 juni 1999 voor de terbeschikkingstelling van de Nederlandse bijdrage. Aangezien een verlenging maar kon voor zover ze vóór 31 juli 1998 goedgekeurd werd, is spreker van oordeel dat dit artikel geen wettelijke grondslag heeft.

Een andere vraag is of deze verlenging wel noodzakelijk is aangezien de betaling van de Nederlandse bijdrage voorzien is in de begroting en dus kan uitgevoerd worden tot het einde van dit jaar.

Tenslotte heeft spreker twijfels over de gegrondheid van de argumenten aangehaald door de minister om de Nederlandse bijdrage rechtstreeks aan de NMBS over te dragen. In de wet is voorzien dat deze bijdrage aan de HST-Fin zou worden overgemaakt, terwijl de minister nu voorstelt de bijdrage rechtstreeks aan de NMBS te storten. Op welke wettelijke basis zal dit gebeuren? Zal de bijdrage wel degelijk voor de financiering van de HST en de werken uitgevoerd door Nederland gebruikt worden of verdwijnt het geld elders in een algemene pot?

De vice-eerste minister en minister van Economie wijst erop dat de artikelen 22 en 23 tot gevolg hebben dat men bij het uitvoeren van het HST-Noordproject rekening zal kunnen houden met de bestaande toestand.

En effet, la contribution néerlandaise a été versée très rapidement. Dans le cadre du contrat de gestion, cette contribution sera versée à la SNCB en 3 tranches d'environ 6,2 milliards en 1999, 2000 et 2001. Les autorités hollandaises avaient exprimé le souhait, à juste titre, de pouvoir suivre à la trace leur contribution. La mise en place d'une commission de transparence a pris plus de temps que prévu, ce qui explique un certain retard par rapport à l'orthodoxie qui aurait dû prévaloir.

L'intervenant trouve cette réponse insatisfaisante et réitère sa question.

Le ministre fait observer que c'est le Parlement qui a le pouvoir de modifier une loi. Il est vrai que la base légale existante, l'article 15 de la loi du 17 mars 1997, ne peut plus être utilisée. Dès lors, le gouvernement demande au Parlement de redonner une base légale pour poursuivre le projet dans des conditions optimales.

En ce qui concerne la mise à disposition de cette contribution à la SNCB, le ministre explique que l'État belge a reçu 823 millions de florins néerlandais, soit 15,2 milliards de francs belges. En vertu de l'article 39 du contrat de gestion, la somme de 15,2 milliards, majorée de 3,4 milliards d'intérêts, soit 18,6 milliards au total, sera versée en 3 tranches de 6,2 milliards chacune en 1999, 2000 et 2001 à la SNCB.

*
* *

La commission constate que ces articles n'ont fait l'objet d'aucun amendement.

Les articles 22 et 23 sont adoptés par 7 voix contre 1.

IV. ARTICLE 33

IV.1. EXPOSÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Cet article vise à compléter l'article 165 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, par un alinéa 2 étendant l'application des dispositions des lois sur les sociétés commerciales régissant la transformation de sociétés qui ont adopté une des formes juridiques de société commerciale énumérées à l'article 2 à la transformation d'autres personnes morales en sociétés à forme commerciale, dans la mesure où les lois particulières relatives à ces personnes morales le prévoient et dans le respect des dispositions spéciales de ces mêmes lois particulières.

De Nederlandse bijdrage is immers zeer snel gestort. In het kader van het beheerscontract zal die bijdrage in de vorm van 3 schijven van ongeveer 6,2 miljard aan de NMBS worden doorgestort in 1999, 2000 en 2001. De Nederlandse autoriteiten hebben terecht laten weten dat zij de besteding van hun bijdrage van zeer nabij wensen te volgen. De installatie van de transparantiecommissie heeft langer geduurd dan voorzien, wat verklaart waarom we ons niet hebben kunnen houden aan de oorspronkelijke termijn.

Het lid vindt dat dit antwoord onvoldoende is en herhaalt zijn vragen.

De minister wijst erop dat het Parlement bevoegd is om een wet te wijzigen. Het is inderdaad zo dat de wettelijke grondslag, namelijk artikel 15 van de wet van 17 maart 1997, is weggefallen. Daarom vraagt de regering aan het Parlement een nieuwe wettelijke grondslag zodat het HST-project in de beste omstandigheden uitgevoerd kan worden.

De minister verklaart dat de Belgische Staat 823 miljoen gulden heeft ontvangen van Nederland, d.w.z. 15,2 miljard Belgische frank. Krachtens artikel 39 van het beheerscontract moet die 15,2 miljard, vermeerderd met 3,4 miljard rente, d.w.z. 18,6 miljard in totaal, in 3 schijven van elk 6,2 miljard aan de NMBS worden doorgestort in 1999, in 2000 en in 2001.

*
* *

De commissie stelt vast dat er geen amendementen zijn ingediend op deze artikelen.

De artikelen 22 en 23 worden aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem.

IV. ARTIKEL 33

IV.1. UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

Dit artikel sterkt ertoe aan artikel 165 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, een tweede lid toe te voegen. Die toevoeging houdt in dat de bepalingen van de vennootschappenwet die de omzetting regelen van vennootschappen die een van de rechtsvormen genoemd in artikel 2 hebben aangenomen, eveneens worden toegepast op de omzetting van andere rechtspersonen in vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, voor zover de bijzondere wetten betreffende deze rechtspersonen zulks bepalen en met naleving van de bijzondere bepalingen van diezelfde bijzondere wetten.

Les lois particulières qui instaurent des personnes morales non commerciales pourront dès lors renvoyer à ce cadre de référence général pour régler la transformation de personnes morales non commerciales dans des sociétés à forme commerciale. Elles devront toutefois autoriser explicitement ce genre de transformation. Dans ce cas, elles pourront du reste déroger, en tout ou en partie, aux dispositions des articles 165 à 174 des lois sur les sociétés commerciales. La transformation de personnes morales non commerciales en sociétés à forme commerciale nécessite en effet, dans la plupart des cas, certaines adaptations afin de pouvoir tenir compte des spécificités de chaque secteur concerné.

IV.2. DISCUSSION ET VOTES

L'article 33 ne donne lieu à aucune observation.

La commission constate qu'aucun amendement n'a été déposé à cet article.

L'article est adopté par 7 voix et 1 abstention.

V. ARTICLES 38 À 40 INCLUS

V.1. EXPOSÉ DU MINISTRE DES FINANCES

En ce qui concerne l'article 38, le ministre déclare que cet article vise à supprimer l'obligation pour la Banque nationale de publier sa situation hebdomadaire. Cette mesure tient à la Banque centrale européenne (BCE) et à ses statuts. La BCE publie sa propre situation hebdomadaire, qui est d'ailleurs très largement diffusée. Par conséquent, le gouvernement propose de supprimer ladite obligation dans le chef de la Banque nationale de Belgique. Cette obligation n'était en effet utile que lorsque la Belgique avait une indépendance monétaire.

Les articles 39 et 40 ont trait à une situation particulière et notamment à notre présence à Paris. La «Maison des étudiants belges à Paris» est un très beau bâtiment, qui marque en pleine cité universitaire parisienne, la présence de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg.

Ces dispositions prévoient l'octroi de la garantie de l'État pour un emprunt de 210 millions de francs belges qu'émettra la Fondation «Biermans-Lapôtre» pour rénover ce bâtiment. Le ministre souligne que ce bâtiment a non seulement une valeur architecturale et historique mais aussi une valeur de représentation de la Belgique. Il serait malheureux de laisser déperir ce bâtiment alors que plusieurs étudiants belges dont

De bijzondere wetten die niet-commerciële rechtspersonen invoeren, kunnen derhalve naar dit algemene referentiekader verwijzen om de omzetting te regelen van die niet-commerciële rechtspersonen in vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen. Zij moeten zulke omzettingen evenwel uitdrukkelijk toestaan; in dat geval kunnen ze overigens afwijken van alle of van een gedeelte van de bepalingen omschreven in de artikelen 165 tot 174 van de vennootschappenwet. De omzetting van niet-commerciële rechtspersonen in vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen vereist immers in de meeste gevallen bepaalde aanpassingen teneinde rekening te kunnen houden met de specificiteiten van iedere betrokken sector.

IV.2. BESPREKING EN STEMMINGEN

Het artikel 33 geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

De commissie stelt vast dat er geen amendementen zijn ingediend op dit artikel.

Het artikel wordt aangenomen met 7 stemmen bij 1 onthouding.

V. ARTIKEL 38 TOT EN MET 40

V.1. UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN FINANCIËN

De minister verklaart dat artikel 38 een einde maakt van de verplichting voor de Nationale Bank om haar weekstaat te publiceren. Deze maatregel is het gevolg van de statuten van de Europese Centrale Bank (ECB). De ECB publiceert haar eigen weekstaat, die trouwens op ruime schaal wordt verspreid. Bijgevolg stelt de regering voor de Nationale Bank van België niet langer te verplichten een weekstaat te publiceren. Deze verplichting was alleen nuttig toen België een eigen monetair beleid voerde.

De artikelen 39 en 40 hebben betrekking op een specifieke situatie, namelijk de Belgische aanwezigheid in Parijs. Het «Huis van de Belgische studenten in Parijs» is een zeer mooi gebouw, gelegen op de Parijse campus, dat de nadruk legt op de aanwezigheid van België en het Groothertogdom Luxemburg.

Deze bepalingen verlenen de staatswaarborg aan een lening van 210 miljoen frank die de Stichting «Biermans-Lapôtre» zal uitgeven voor de renovatie van het gebouw. De minister merkt op dat dit gebouw niet alleen een architectonische en historische waarde heeft, maar ook de Belgische aanwezigheid beklemtoont. Het kan toch niet dat dit gebouw zou vervallen als heel wat Belgische studenten, van wie hoofdzake-

une proportion prépondérante de néerlandophones fréquentent cette fondation.

V.2. DISCUSSION ET VOTES

Un membre rappelle que la Communauté flamande a refusé de contribuer à la rénovation du bâtiment. Est-ce que le ministre peut en expliquer les raisons ?

Le ministre estime que la Communauté flamande a tort étant donné que sur les 308 étudiants présents, il y a 103 étudiants néerlandophones. De plus, ils peuvent porter loin le renom de la Flandre puisqu'il s'agit surtout de doctorants et d'étudiants du troisième cycle.

La commission constate qu'aucun amendement n'a été déposé à ces articles.

Les articles 38 à 40 sont adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 8 membres présents.

Le rapporteur,
Leo DELCROIX.

Le président,
Paul HATRY.

*
* *

TEXTE ADOPTÉ PAR LES COMMISSIONS

—
Voir doc. n° 1315-6

lijk Nederlandstaligen, bij die stichting terecht kunnen.

V.2. BESPREKING EN STEMMINGEN

Een lid herinnert eraan dat de Vlaamse Gemeenschap geweigerd heeft bij te dragen in de renovatie van het gebouw. Kan de minister zeggen waarom ?

De minister meent dat de Vlaamse Gemeenschap ongelijk heeft aangezien er op 308 studenten 103 Nederlandstaligen zijn. Die zouden bovendien de reputatie van Vlaanderen kunnen uitdragen aangezien het vooral gaat om doctorandi en studenten van de derde cyclus.

De commissie stelt vast dat er geen amendementen zijn ingediend op deze artikelen.

De artikelen 38 tot en met 40 worden eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

*
* *

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

De rapporteur,
Leo DELCROIX.

De voorzitter,
Paul HATRY.

*
* *

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIES

—
Zie Stuk nr. 1315-6